

dans ce domaine et de créer de plus grands stimulants de migration vers cette région de main-d'oeuvre non spécialisée, laquelle nous affecte sur une base unilatérale.

Si, par exemple, Toronto est le seul endroit d'Ontario qui donne des primes et des subventions, alors, évidemment, cette ville se distingue de plus en plus des autres comme étant l'endroit recevant le taux le plus élevé de main-d'oeuvre non spécialisée et sans instruction.

Je crois que personne à Toronto, surtout pas les membres de notre comité et de notre conseil, ne voudrait empêcher la migration des gens à travers le Canada ou l'immigration vers le pays. Nous comprenons très bien que la migration est, à la base, voulue par les personnes désirant améliorer leurs propres conditions de vie et aussi les possibilités de leurs enfants.

Nous présumons que, de notre part, tout ce qui est exigé par la loi est fait en ce moment, mais on devrait faire beaucoup plus dans cette région, surtout dans les endroits que les gens abandonnent. Il est inutile de répéter qu'à Toronto, dans la mesure où le ministère du Bien-être est concerné, un cinquième de tous les nouveaux bénéficiaires de l'assistance sociale sont arrivés à Toronto presque immédiatement avant de faire leur demande d'assistance. Dans cette ville, à quelque moment que ce soit, cinq pour cent de toutes les personnes bénéficiant de l'assistance sociale y sont arrivés pendant l'année.

Ces facteurs seuls ne pourraient être très significatifs si l'on pouvait supposer que ces arrivées et ces demandes d'assistance étaient pour une courte durée mais il devient de plus en plus clair que plusieurs des situations auxquelles nous avons affaire nécessitent une assistance à long terme.

En une seule semaine, cinq adolescents d'une même province sont arrivés à l'un de nos neuf bureaux en demandant assistance et tous avaient un degré d'instruction inférieur à la cinquième année. Au sujet de nos logements familiaux, en un mois nous avons reçu plusieurs familles, conduites par la mère et comptant quatre ou cinq enfants, et qui étaient sans logement, sans effets domestiques et sans aucun projet en vue d'habiter Toronto pendant longtemps à part celui de recourir au ministère du Bien-être pour qu'il leur donne assistance, leur procure un logement et pourvoie à leurs besoins financiers. De telles situations se sont multipliées plusieurs fois et elles font sentir le besoin, que notre Comité considère comme le plus important, de services en vue de l'information, non seulement en ce qui concerne l'assistance mais aussi l'instruction, la santé, le "planning" familial et une variété d'autres services. Ces services ne doivent pas être offerts à Toronto uniquement, où des mesures ont été prises en ce

sens, mais dans les endroits que les gens abandonnent. Le Comité a insisté non seulement sur le besoin de planifier le départ de l'endroit d'origine mais aussi sur celui de fournir quelque assistance, venant probablement du niveau fédéral, aux besoins financiers d'une famille venant s'établir à Toronto.

Nous présumons que ceci ne devrait pas être réglementé ou enregistré dans la mesure où cela concerne le déménagement d'un endroit à l'autre. Si des familles déménagent et si leurs déménagements sont stimulés par leurs conseils municipaux, alors un arrangement financier serait un motif de plus pour ces familles de faire connaître leurs projets et de voir leurs projets appuyés d'avance à l'endroit où ils seraient reçus, de façon à ce que nous ne puissions pas seulement considérer leurs besoins dans le domaine de l'assistance sociale mais aussi faire des projets pour leur réception en ce qui concerne les facilités de logement; ceci signifie des projets à long terme en ce qui concerne le logement, l'hospitalisation, l'éducation ainsi que tous les autres besoins qu'ont les familles arrivant dans une nouvelle région.

Dans quelques régions d'Ontario, surtout dans les zones rurales, l'arrivée d'une grosse famille peut signifier la dislocation de tout le système scolaire de la région. Cela peut sembler plutôt absurde, mais si l'école est très petite et qu'une famille comptant douze membres arrive, cette dernière peut désorganiser le système scolaire de la région concernée. C'est une exception qui ne touche pas Toronto de manière fondamentale, mais la multiplication de ce problème indique quelques-uns des besoins qui se font sentir dans le domaine de l'éducation uniquement.

En ce qui concerne la dernière partie du mémoire, le Comité m'a demandé de préciser ce n'importe quel programme basé sur l'augmentation des revenus par une allocation familiale, ainsi qu'il est recommandé dans le mémoire, doit être allié à une forte insistance sur le besoin du "planning" familial. Le nombre des membres d'une famille peut contribuer de manière importante à la pauvreté.

Nous reconnaissons qu'un programme complet d'hygiène publique, comprenant les dispositions nécessaires pour assurer l'information sur le "planning" familial, doit faire partie de toute approche complète du problème des pauvres. Ceci renforce le besoin, reconnu par la municipalité du Toronto métropolitain, d'un service d'information fort et efficace destiné à tous les citoyens. Le "planning" familial, pour pouvoir vaincre la pauvreté, doit commencer avant que les services d'assistance ne soient requis.

Lié à l'achat à crédit, l'absence de "planning" familial peut créer instantanément des difficultés